



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

DCEA
G3

21 FEV. 2011

→ F& = q. d. r.
Juni G3

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE
LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service protection de l'Environnement
Industriel et Agricole

Annecy, le 15 février 2011

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE n°2011046.0019

Mise en demeure - SARL Metal X à Publier

VU les dispositions du Code de l'environnement, et notamment son article L 514-1 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 11 novembre 2010 portant nomination de M. Philippe DERUMIGNY, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009 - 3263 du 1er décembre 2009 autorisant la SARL METAL X à exploiter un atelier de traitement de surface sur le territoire de la commune de Publier, 645 route de la Dranse ;

Considérant que les anomalies constatées par l'inspection des installations classées constituent autant d'infractions des prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral n° 2009 - 3263 du 1er décembre 2009 ;

Considérant qu'il convient dès lors de faire application des dispositions prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement, et de mettre en demeure de satisfaire à cette obligation dans un délai déterminé ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 février 2011

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, la SARL METAL X est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5-1-9, 5-1-10 et 6-2-2 de l'arrêté préfectoral n° 2009 - 3263 du 1er décembre 2009, notamment en mettant en œuvre les dispositions suivantes :

- compléter les analyses piézométriques par la mesure des cyanures, la hauteur piézométrique, les calculs d'incertitude et les commentaires relatifs à l'évolution constatée ;
- grillager et fermer à clé les locaux de stockage des produits chimiques ;
- séparer les locaux de stockage des acides et des cyanures ;
- équiper les locaux de stockage des produits chimiques de moyens de lutte contre l'incendie adaptés et en nombre suffisant ;
- stocker les produits incompatibles entre eux sur des rétentions séparées.

Article 2 : Le coût des mesures mises en œuvre pour le respect des prescriptions de l'article 1 ci-dessus est à la charge de l'exploitant.

Article 3 : En cas d'inobservation des dispositions fixées à l'article 1 ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

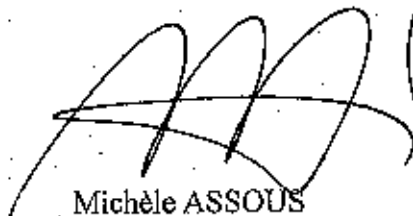
Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au gérant de la S.A.R.L. METAL X.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par le demandeur ou exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute Savoie, Madame la directrice départementale de la protection des populations et monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la région Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à monsieur le maire de Publier.

Pour ampliation,
La chef de service,


Michèle ASSOUS



Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le secrétaire général,

Signé Jean-François RAFFY